



## GRAND DÉBAT NATIONAL

# Le véritable débat, on va se le faire

### Communiqué de la CGT

La prose du président des riches est en train d'arriver. 5 pages et 32 questions insipides plus tard, le message est clair : je vous ai écoutés mais ne comptez pas sur moi pour vous entendre. Pas de rétablissement de l'ISF, rien sur le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions et minimas sociaux. Bref, rien sur les légitimes revendications qui font s'exprimer la colère depuis des mois, qu'elles soient portées par la CGT ou par le mouvement des gilets jaunes.

Macron persiste et signe : j'ai un programme et je l'appliquerai. Et le « grand débat national » j'en fixe le cadre et les limites : fiscalité et dépenses publiques, organisations de l'État et des services publics, transition écologique, démocratie et citoyenneté... avec un cap : continuer à réduire la dépense publique et les services publics dont certains seraient dépassés et trop chers, ne pas revenir sur l'imposition des plus riches, la poursuite de la réorganisation de l'État et, là encore, des services publics pour, là aussi, faire des « économies », interroger la vie démocratique et la citoyenneté. Bref, c'est : « circulez y'a rien à voir », je garde le cap de l'austérité sans m'attaquer à l'argent et ceux qui le possèdent et le reste n'est pas discutable. L'exigence de justice sociale et fiscale exprimée fortement dans le pays est donc exclue de cette piteuse tentative d'enfumage.

C'est pourquoi, la CGT refuse de participer à toute réunion nationale sur ce contenu après avoir réaffirmé et fait connaître ses exigences sur la nécessaire revalorisation du Smic, des salaires, pensions et minimas sociaux, sur le rétablissement de l'ISF et une fiscalité plus juste incluant la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, entre autres.

La CGT affirme, par contre, que le véritable débat, on va se le faire, sur l'ensemble du territoire et en appui des luttes qui se développent. La voix des salariés, retraités, précaires, privés d'emploi, jeunes, doit et va compter et Macron comme le Medef, largement épargné jusqu'alors, devront entendre nos revendications sur les salaires et pensions, la fiscalité, les services publics, notre quotidien au travail, la transition énergétique, la démocratie et la citoyenneté.

- 57 milliards d'euros versés aux seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2018 (en hausse de 62% en 10 ans).
- 100 milliards d'euros annuels d'évasion fiscale.
- 200 milliards d'euros annuels d'aides aux entreprises.

Un pognon de dingue qui doit sortir des poches d'une minorité pour remplir celles de la majorité qui réclame justice sociale et fiscale.

La CGT appelle massivement les salariés à repousser le cadrage de l'opération « enfumage » de Macron, à investir massivement les lieux d'expressions en territoire pour porter leurs doléances et revendications.

Elle appelle, aussi, à poursuivre le développement des luttes à l'entreprise en exigeant partout l'ouverture des NAO sur les salaires dans le privé et sur le déblocage des salaires et la revalorisation

du point d'indice dans le public.

La CGT appelle, également, aux convergences avec toutes celles et ceux qui partagent ces exigences. Elle propose, enfin, à toutes les organisations syndicales d'appeler, dans les jours qui viennent, à monter d'un cran le niveau de l'action y compris par la grève.

**Montreuil, le 15 janvier 2019**